

précisions

Après la publication dans TS du 9 au 15 décembre 1976 des textes d'orientation préparatoires au X^e Congrès du PSU, un certain nombre de réactions de camarades en accord ou en désaccord avec la ligne générale du texte A nous incite à apporter quelques précisions qui s'inscrivent dans le cadre du débat déjà largement engagé. Conçu comme une synthèse très condensée de cinq chapitres exposant les « éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion » — chapitres dont les premiers projets de rédaction ont été pour la plupart publiés dans le dernier Courrier du PSU — ce texte prend nécessairement un caractère plus abstrait et général que les développements qu'il résume.

Mais il est vrai que, prise séparément, notre « synthèse d'orientation » passe trop rapidement sur un certain nombre de problèmes politiques actuels et que, d'autre part, quelques formulations demandent à être reprécisées. Compléments et corrections font d'ailleurs partie de la discussion nécessaire à la préparation d'un congrès

Puisqu'un lecteur aussi vigilant que le camarade Yvan Craipeau trouve « parfaitement correct » notre texte jusqu'au paragraphe 3-3, nous n'y reviendrons pas. Le paragraphe 3-4 relatif à notre attitude à l'égard du Programme commun appelle à la fois des développements et une rectification. Il n'y a pas une « face gouvernementale » du Programme commun susceptible de constituer une politique de rupture avec le système comme le texte peut le laisser entendre. Il s'agissait en réalité, d'opposer, comme cela est explicité en 3-3 la nécessaire initiative populaire à l'optique purement parlementaire et gouvernementale du Programme commun. Mais il faut aller plus loin et rappeler notre critique fondamentale de la stratégie des partis du Programme commun qui, parce qu'elle se situe dans le cadre institutionnel — allant même aujourd'hui jusqu'à envisager de gou-

verner avec Giscard — ne saurait dans sa logique propre, déboucher sur une rupture avec le système. Les seules perspectives qui découlent de cette stratégie sont celles qui sont indiquées en 4-1 : une évolution vers un capitalisme d'Etat si le PCF réussissait à prendre le contrôle politique du processus engagé par une victoire de la gauche, l'occupation de l'appareil d'Etat pour tenter de promouvoir une démocratie plus adaptée aux besoins de cohésion sociale que la droite est incapable de satisfaire, si le PS reste prédominant.



Michel Mousel - Photo TS F.Claire



Bernard Ravenel



Serge Depaquit

L'ensemble de notre « synthèse d'orientation » montre à l'évidence que le PSU entend proposer au mouvement ouvrier une alternative à cette stratégie et à ces perspectives : l'unité, la

mobilisation et l'initiative populaires pour le contrôle et l'autogestion.

L'analyse de la situation fait apparaître une série de contradictions dont il est indispensable de tenir compte pour déterminer de façon concrète notre ligne politique : Contradiction entre les forces sociales qui sont représentées par les partis au pouvoir et celles qui sous-tendent les principaux partis de l'union de la gauche, contradictions entre les forces politiques de la bourgeoisie, contradiction entre les perspectives des partis de gauche, contradiction latente entre les aspirations des masses populaires et les projets politiques des partis du Programme commun.

De toutes ces contradictions, celle qui domine la lutte politique présente et qui est le plus vivement ressentie par les masses est la contradiction qui op-



Victor Leduc

pose les forces représentées par la droite et celles qui sont actuellement exprimées par les partis de gauche.

Ne pas se situer dans cette lutte parce qu'il y a déjà — ce qui est vrai — une frange des travailleurs qui est en contradiction active avec les objectifs des partis de gauche, c'est non seulement se placer hors du cadre politique dans lequel s'inscrit aujourd'hui la lutte des classes, c'est aussi se rendre incapable de jouer un rôle positif pour développer et faire triompher le mouvement populaire vers le contrôle et l'autogestion contre le détournement de ses véritables aspirations.

C'est en nous situant au cœur de cette lutte que nous pouvons faire progresser ce mouvement à condition de conserver notre indépendance stratégique, notre autonomie d'expression et d'action, de développer les initiatives propres du Parti aussi bien sur les objectifs anticapitalistes qui peuvent être communs aux forces de gauche : emploi, salaires et conditions de travail, cadre de vie, libertés, etc., que sur les terrains où les objectifs peuvent entrer en contradiction avec ces forces : armée, nucléaire, mode de vie, etc. Comment traduire concrètement cette politique ? La position prise par la majorité du

PSU pour les municipales en est une illustration, encore qu'elle n'ait pas jusqu'à présent été suffisamment popularisée et prise en charge par l'ensemble du Parti. Nous avons proposé aux partis de gauche l'unité électorale pour battre la droite en engageant en même temps une confrontation pour faire progresser les objectifs de contrôle populaire sur les communes, sur la base de notre Charte communale, en nous efforçant d'y entraîner l'ensemble des forces autogestionnaires : les résultats non encore mesurables, sont inégaux mais ils ne doivent pas s'estimer principalement en terme électoraux.

Une telle dynamique devrait être mise en oeuvre à propos de tous les grands objectifs de lutte actuels et pour tous ceux qui naîtront des développements de l'affrontement avec la bourgeoisie.

C'est ainsi qu'en fonction même des contradictions au sein de la bourgeoisie, comme au sein des forces du Programme commun, une victoire de la gauche peut nous amener à soutenir, contre des forces de gauche, certains objectifs du Programme commun. Nous devons le faire sur la base de nos positions propres (nationalisations sous le contrôle des travailleurs) en développant la stratégie qui est la nôtre (organes de contrôle populaire) en luttant contre toute stratégie qui viserait à séparer, à découper en étapes, nationalisation et contrôle, initiative gouvernementale et intervention des masses, etc.

C'est la mise en pratique de telles positions répondant aux objectifs partagés par les masses populaires qui nous permettra de gagner progressivement à notre stratégie et à nos perspectives la majorité des travailleurs sans laquelle il est impossible de réaliser le socialisme autogestionnaire. Cette politique n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec la recherche permanente du débat avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, avec la recherche d'accords d'unité d'action à tous les niveaux, avec



Claude Bourdet

la proposition et la discussion d'accords politiques plus généraux, à la condition que le contenu de ces accords ne soit pas en contradiction, ni avec la stratégie, ni avec les perspectives qui sont les nôtres.

Si la conclusion de tels accords n'est pas à exclure en fonction des développements de la lutte des classes, elle apparaît aujourd'hui tout à fait prématurée. Ainsi la synthèse d'orientation définit en 3-5 des conditions de participation des révolutionnaires au gouvernement qui sont utiles en tant que « garde-fous » mais qui, par leur seul énoncé indiquent que le rapport actuel des forces en exclue la réalisation.

C'est ici que nous ne pouvons être d'accord avec les camarades qui ne voient d'autre solution actuelle pour le PSU que dans la signature d'un compromis politique sur la base du Programme commun.

C'est une chose que d'être prêt à discuter, conformément à notre stratégie sur les objectifs politiques avec l'ensemble des partis de la classe ouvrière, et de conclure cette discussion, quand c'est possible, par des accords ; c'en est une tout autre que d'être prêt à signer le Programme commun « renégocié ». Une renégociation du Programme commun, ces camarades le reconnaissent, ne donnerait pas un contenu nouveau à ce programme « dont l'inspiration essentielle resterait réformiste, parce que tel est le rapport des forces à l'intérieur du mouvement ouvrier ». On peut même aller plus loin et dire qu'il n'y aurait pas d'autre issue que la pure et simple signature du Programme commun dans son état actuel, sinon dans une version édulcorée.

Contrairement à ce qu'attendent ces camarades d'un compromis signé dans de telles conditions, le résultat ne serait pas de promouvoir un développement positif, mais au contraire de figer le rapport des forces actuel, sinon de renforcer le courant réformiste. Le dévelop-

pement de notre politique d'unité populaire vers l'autogestion ne passe pas par des raccourcis organisationnels nous amenant, soit à précipiter la création du « parti révolutionnaire », soit à signer, en toute hâte, des compromis politiques nous incluant dans une stratégie réformiste. Il passe par un patient et persévérant effort liant à notre politique unitaire le rassemblement des forces capables d'assurer au cours des luttes communes contre l'ennemi de classe, la prédominance de la stratégie et des perspectives autogestionnaires.

C'est par erreur que les noms de Jean-Claude et Maguy Gillet ne figuraient pas dans la liste des signataires du texte A {TS, n° 722, spécial X^e Congrès). Nous prions nos camarades de bien vouloir excuser la rédaction

Signataires :

P. Gollet, S. Depaquit, M. Mousel, R o c h e -
brune, L. Varague, G. Pallier, V.Leduc, G. Petiot,
R. Schulbaum, F. Turquan, H. Bouchardeau, F.Dal-
bert. Ch. Guerche, B. Ravenel, P. Régnier,



bien centrer le débat

Décourageant ! On aurait voulu empêcher le déroulement correct du débat qu'on n'aurait pas pris d'autres moyens : noyer les militants sous une avalanche de textes à quatre semaines du congrès. Le texte A proclame que doit s'exercer « l'hégémonie du prolétariat » ; un texte de 25 pages marquerait plutôt celle des intellectuels compétents au sein du parti. Les rédacteurs du texte C ont voulu faire un texte simple, qui aille à l'essentiel et qui centre le débat sur les deux points fondamentaux qui font l'objet du congrès : la stratégie du parti et son organisation.

Les textes d'orientation A et B débordent largement la stratégie pour donner un catalogue programmatique plus ou moins complet. Par contre, l'organisation et le fonctionnement du parti — ses « structures » — sont traités en annexe et de manière apparemment purement technique.

Il appartient aux militants du PSU de faire en sorte que le débat du congrès porte d'abord et avant tout sur la stratégie et le fonctionnement. Les questions plus directement programmatiques seront versées au débat dans la perspective du Conseil national projeté en automne.

stratégie

La stratégie vise à la réalisation de nos objectifs à partir de la situation où nous sommes. Il est donc nécessaire d'analyser avec précision la nature des classes, des couches et des forces sociales au sein de la société pour mettre en évidence les contradictions qui les opposent et les traversent. Ainsi, le PSU peut déterminer de quels intérêts il est porteur et quels sont ses objectifs.

Pour le *courant B*, il semble qu'il n'y ait qu'une contradiction, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Ainsi, le PC et, même, le PS sont considérés comme des « partis ouvriers ». PC et PS doivent donc se porter candidats au gouvernement, en rompant avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le MRG et la possible 4^e composante gaulliste. Ainsi sera constitué un « gouvernement ouvrier » que les révolutionnaires pourront soutenir. Cette stratégie est fondée sur une analyse parfaitement erronée des intérêts dont est porteur le PS, mais aussi le PC.

L'analyse *du courant A* est plus nuancée, plus complexe. Elle note bien la présence de contradictions multiples à côté de la contradiction principale prolétariat-bourgeoisie. Mais en n'intégrant pas ces contradictions secondaires à la stratégie — qui n'est qu'anticapitaliste — le courant A risque d'enfermer le PSU et le mouvement autogestionnaire dans un bloc social et politique largement dominé par la stratégie réformiste.

L'abandon du contrôle ouvrier comme axe stratégique du PSU au profit de *l'unité populaire* transforme ce risque en grave danger. Le PSU a toujours déclaré qu'il n'y avait pas de passage à l'autogestion socialiste sans généralisation du contrôle ouvrier et populaire et à toujours agi dans ce sens. L'unité populaire est une stratégie trop floue si elle n'est pas fondée sur le contrôle ouvrier; elle peut ouvrir

la porte à bien des concessions et des reniements.

Pour le *courant C*, à côté de la contradiction principale prolétariat-bourgeoisie, il existe des contradictions secondaires hiérarchisées ; la première se situe entre la couche compétente et la couche exécutive (1). À partir de cette analyse, et de sa pratique habituelle, le PSU doit se définir comme le parti des autogestionnaires, et défendant prioritairement les intérêts de la couche exécutive, des « exploités ». L'unité populaire, fondée sur l'axe de lutte du contrôle ouvrier et populaire, se constitue contre l'État capitaliste, à partir des intérêts de cette couche et des luttes.

Ce sont là des points fondamentaux sur lesquels le débat doit être mené à fond dans le parti avant d'être poussé plus avant.

fonctionnement

En ce qui concerne le fonctionnement et l'organisation du parti, les courants A et B se lancent directement dans la réforme des statuts sans mettre en évidence les choix politiques qui sous-tendent les modifications techniques (quelquefois bien difficiles à comprendre).

Pour le *courant C*, le mode de fonctionnement du parti découle de son orientation politique et, en même temps, participe à son orientation. C'est pourquoi nous avons tenu à ce qu'il fasse partie intégrante de notre texte d'orientation (2) et qu'il soit discuté comme tel. Les modifications techniques des statuts doivent intervenir après que les choix politiques qui les déterminent auront été clairement définis.

C'est volontairement que nous avons centré notre critique des textes A et B sur la stratégie et le fonctionnement du parti, car ces deux points sont fondamentaux et conditionnent, non seulement le renforcement, mais la survie du PSU comme pôle autogestionnaire autonome.

J.-Y. ROY

(1) *L'analyse des classes et couches sociales est précisée dans un texte du Courrier du PSU n° 12. Un texte sur les forces sociales doit paraître dans le n° 13.*

(2) *La partie de notre texte d'orientation concernant le fonctionnement du parti avait été malencontreusement oubliée dans le TS n° 722. Elle a été publiée dans TS n° 723. Le texte « Quel parti pour quelle autogestion ? » paru dans le Courrier n° 12 complète cette partie du texte d'orientation*

texte B

non à la politique des petits pas

Décourageant ! On aurait voulu empêcher le déroulement correct du débat qu'on n'aurait pas pris d'autres moyens : noyer les militants sous une avalanche de textes à quatre semaines du congrès. Le texte A proclame que doit s'exercer « l'hégémonie du prolétariat » ; un texte de 25 pages marquerait plutôt celle des intellectuels compétents au sein du parti. Les rédacteurs du texte C ont voulu faire un texte simple, qui aille à l'essentiel et qui centre le débat sur les deux points fondamentaux qui font l'objet du congrès : la stratégie du parti et son organisation.

L'accélération de la crise de la « majorité » réactionnaire du pays, dans le contexte d'une crise globale et structurelle du capitalisme de longue durée, donne à ces questions un relief particulier: les formules générales à multiples interprétations, les imprécisions politiques ne sont plus de mise. Il ne s'agit pas non plus de « peaufiner » les analyses sur le socialisme autogestionnaire. Ce dont les militants ont besoin c'est d'une ligne politique, répondant aux questions du moment en fonction d'une stratégie et d'un programme révolutionnaires.

quels sont ces questions ?

— Comment dépasser l'attentisme qui règne chez les travailleurs malgré les effets d'une offensive anti-ouvrière sans précédent depuis plus de dix ans ?

— Comment aider les luttes à sortir de leur isolement, à se coordonner ?

— Comment se situer concrètement par rapport à l'union de la gauche ? Comment caractériser cette coalition ?

— Quelle perspective politique proposer ?

— Quelles forces rassembler, et comment, pour peser dans les événements qui s'annoncent ?

Le congrès d'Amiens a affirmé, autour de quelques formules (que chacun interprète à sa manière) une orientation générale. Depuis, c'est petit à petit, à travers des prises de positions politiques (à propos des municipales) stratégiques (passage insensible de l'idée de l'unité d'action avec les autres partis ouvriers, à l'idée de l'alliance avec « la gauche » concrètes (vis-à-vis de l'extrême gauche), soit de la DPN, soit du BN, soit de membres du secrétariat national à la presse, une ligne s'est imposée.

L'enjeu du congrès pour la majorité de la direction c'est de la faire entériner comme un tout, après un débat bâclé d'un mois.

petits pas dans le parti...

En avril la DPN adopte majoritairement l'orientation d'une alliance dès le premier tour avec l'union de la gauche pour les municipales.

Dans le débat qui s'engage dès idées nouvelles apparaissent : la prise du pouvoir sera la conséquence d'un « développement » de « l'unité popu-

laire ». Celle-ci est définie comme un « bloc social et politique » dont la constitution passe par un accord (on parle déjà à cette époque de la négociation d'un nouveau Programme commun) avec les partis de l'union de la gauche.

Pour s'orienter dans cette voie, on rompt les rapports nationaux avec l'extrême gauche (rencontre avec la LCR), on abandonne l'idée d'une conférence européenne des organisations révolutionnaires, on ne participe plus à certaines manifestations (contre la venue de Juan Carlos à Paris par exemple).

Le conseil national de Joinville adopte majoritairement la politique municipale, assortie de nombreux « garde-fous » (mobilisation du courant autogestionnaire avant les négociations, popularisation de notre charte municipale, etc.). Puis viennent les élections partielles, de nouvelles « petites phrases » dans la presse (Leduc au *Nouvel Observateur*) et les premiers résultats de l'application de cette ligne.

où en sommes-nous ?

Dans le cadre de la préparation des élections municipales — dont le caractère politique s'affirme de plus en plus — trois faits peuvent être enregistrés :

- la multiplication — en particulier dans de très grandes villes — des cas d'exceptions, qui amèneront les partis signataires du Programme commun, dans de nombreux cas à se présenter séparés ;

- la présentation de listes « hétérodoxes », écologiques (comme à Paris), nationalitaires (comme à Nantes) ;

- la préparation de listes révolutionnaires dans certaines villes, résultant d'un accord vraisemblable entre LCR, LO et OCT, ouvertes à des militants, non organisés politiquement.

Cette situation complique l'application de la ligne majoritaire du parti. A l'heure actuelle une quarantaine d'accords sont signés ou en voie de l'être. Selon les informations disponibles, ces accords ne sont pas, sauf cas d'espèces, le résultat, ni d'une mobilisation préalable du courant autogestionnaire, ni d'une véritable discussion publique sur la base de la charte municipale. Ils font référence « aux grandes options du Programme commun » ou comme le suggère une note du BN peuvent stipuler « le PSU qui n'a pas signé le Programme commun se déclare en

accord avec ce contrat municipal » (lequel ?)

Ces accords, indépendamment du fait qu'ils sont le produit d'une orientation que nous combattons, **ne respectent même pas les termes du texte issu de Joinville.**

Le PC continue sa cour au parti pour tenter de masquer son recul électoral au profit du PS. La direction du PSU envisage en conséquence de s'allier avec lui dans un certain nombre de grandes villes (Marseille, Villeurbanne) là où il y a rupture entre PC et PS.

Ceci prend tout son sens lorsqu'on lit avec attention les textes « A » présentés au congrès.

Nos camarades découpent « le chemin du pouvoir » en trois phases. La phase de « rupture », celle de « dualité de pouvoir » et enfin celle de « l'affrontement révolutionnaire ».

...petits pas pour la prise du pouvoir

Si le texte « synthèse d'orientation » est très (trop semble-t-il puisqu'il faut à ses signataires y apporter, dans la bonne tradition, des « précisions », et des « interprétations ») un autre document (publié dans le courrier interne p. 4 à 7) est plus précis. Voyons.

Pour parvenir à cette « phase de rupture », « *le premier pas à franchir est une victoire électorale et la constitution d'un gouvernement de gauche* ».

Ce gouvernement devrait appliquer des « objectifs de rupture » mais « *dans l'état actuel des intentions des partis signataires du Programme commun* » le gouvernement aura à « *choisir entre le compromis avec la bourgeoisie et la politique de rupture anticapitaliste* ». En conséquence le rôle du PSU est « **d'infléchir l'axe de la coalition avant et après les élections** ». Le but d'une telle politique est « *qu'un compromis provisoire et fragile s'établisse entre une ligne de collaboration (on suppose celle du PS) et une ligne plus nettement anticapitaliste* » (on suppose celle du PC).

et maintenant

Dès lors la ligne municipale s'éclaire. Elle permet de « *s'insérer dans la problématique unitaire* » préa-

lable à « l'infléchissement recherché ; et les sourires réciproques avec le PC, préparent ce « *compromis provisoire et fragile* ».

Quant à ce qui se passera après... même en cherchant entre les lignes on ne trouvera rien...

A cette orientation qui, *explicitement*, fait de notre parti « la gauche de la gauche » (avec un dérisoire rapport de forces) nous en opposons une autre.

Elle s'articule autour de quatre axes :

— **unité d'action**, de la base au sommet avec les forces du mouvement ouvrier ;

— **autonomie et développement du parti** autour d'un programme d'action basé sur le contrôle et l'auto-organisation ;

— lutte pour un **gouvernement anticapitaliste des travailleurs et de leurs organisations** basé sur des comités d'unité ; perspective transitoire radicalement différente de celle du « gouvernement de gauche » ;

— **rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion** pour préparer les conditions d'une alternative politique et organisationnelle au réformisme. ■



appel au parti : pour une avancée collective

Nous nous trouvons devant une offensive généralisée du patronat et de la droite. Le rassemblement de Chirac en représente le fer de lance : il galvanise toutes les peurs et les exaspérations d'une petite bourgeoisie paupérisée auxquelles peuvent se rallier nombre des travailleurs chassés de la production et laissés à leur isolement. En face de cette offensive, la gauche traditionnelle n'a rien d'autre à offrir que la perspective électorale : « faites-nous confiance, nous réglerons vos problèmes ». Et nous savons bien comment ils se préparent à les régler s'ils parviennent au pouvoir. Notre seul espoir réside dans la mobilisation des travailleurs et des masses populaires.

Existe-t-il aujourd'hui une force capable d'aider à cette mobilisation et d'en constituer l'intellectuel collectif ? Existe-t-il une force capable d'impulser demain une stratégie de rupture anticapitaliste, capable d'aider les travailleurs à constituer leurs conseils et leurs comités populaires, à les généraliser et à les coordonner, à poser concrètement le problème de leur pouvoir ? Chacun le comprend : la réponse est « non ». Malgré l'exemple des Lip et les 100 000 manifestants qui les appuyèrent à Besançon, malgré les luttes ouvrières exemplaires, malgré les luttes de la jeunesse, malgré les comités de soldats, malgré l'importance du courant autogestionnaire dans les secteurs essentiels, malgré tout cela, la réponse est : non.

Les révolutionnaires continuent à former des sectes divisées, sans grande prise sur le réel. Le courant autogestionnaire n'a pas progressé politiquement et certains de ses secteurs, comme l'écologie, tendent à se réfugier dans l'apolitisme. Le PSU, qui n'a pas joué son rôle dans le regroupement des révolutionnaires autogestionnaires, est perçu par beaucoup— hors du parti et dans le parti— comme un appendice de l'union de la gauche.

Ainsi, lorsque les réformistes, après avoir constitué leur unité, vont de l'avant, alors qu'à droite l'UDR sonne le rassemblement de la réaction en se donnant un visage populaire, les révolutionnaires partisans de l'autogestion, eux, n'ont pas encore été capables même d'ouvrir la perspective de leur regroupement.

Faute de se sentir capables de devenir une force (sur leur terrain qui n'est pas celui des élections) ils sont habités par le découragement et la méfiance.

Dans cette situation, le congrès du PSU constitue une étape décisive. Le PSU y joue son « va-tout » : ou bien il se résignera à mijoter dans sa routine actuelle et alors il continuera à perdre sa substance et jusqu'à sa raison d'être, ou bien il s'engagera résolument dans la voie du regroupement politique des révolutionnaires partisans de l'autogestion et redon-



nera par là un sens à son action

Malheureusement, le congrès est mal engagé ; non seulement le parti s'est avéré incapable, dans les délais fixés par le congrès d'Amiens, d'élaborer un programme de transition, mais quand il décide sagement de s'en tenir à définir son orientation stratégique, il le fait dans les pires conditions : aucune discussion sur cette orientation n'a lieu à la DPN ; les textes sont préétablis (s'ignorant les uns les autres) par trois tendances qui n'ont pas même eu l'occasion de préciser entre elles leurs divergences.

La direction actuelle entend obtenir du congrès sa reconduction et l'approbation de son orientation. (Beaucoup disent de son absence d'orientation.) Les minorités ont pour ambition de se compter sur des contre-textes.

tout ce jeu parlementaire est stérile

Nous appelons le parti à se ressaisir. C'est des militants, des sections, des fédérations que tout dépend. Rien n'est possible s'ils ne sont pas conscients du rôle historique qui leur est imparti pour construire la force politique révolutionnaire et autogestionnaire sans laquelle nos espérances sont vaines.

La direction doit comprendre que les camarades du parti ne sont pas tous prêts à avaliser la politique ambiguë qui, par peur de la marginalisation, nous a marginalisés. Elle doit admettre qu'ils puissent désavouer cette politique sans constituer pour autant un groupe « antiparti » à abattre.

Les camarades minoritaires doivent comprendre que l'objectif essentiel ne peut pas être la reconnaissance de toutes les idées qu'ils avancent, ni l'hypothétique remplacement de la direction par celle de leur tendance.

Aujourd'hui, c'est une question de vie ou de mort ; il faut que le congrès adopte une ligne claire : mettre au

premier rang le regroupement des révolutionnaires partisans de l'autogestion en une force politique cohérente, capable d'influer sur les événements.

Sans quoi tout le reste est du baratin, y compris notre politique d'unité populaire qui, si nous restons un petit groupe, ne peut que nous embarquer dans le fourgon de queue de l'union de la gauche.

C'est la ligne déjà fixée par le manifeste de Toulouse et confirmée à Amiens, mais jamais appliquée— ni par la direction Rocard, qui voulait intégrer le PSU au PS— ni par la direction élue à Amiens qui s'est emprisonnée dans des considérations tactiques.

Cette orientation peut rendre confiance au parti en lui redonnant son rôle historique ; mais il faut pour cela qu'elle soit celle du parti tout entier et non d'une de ses tendances.

La résolution, adoptée par le BN après la DPN de novembre (voir la lettre du BN n° 135), montre que la grande majorité du parti peut s'engager dans cette voie. Enrichie, précisée, argumentée, elle peut servir de base à une résolution de tout le congrès. Encore faut-il qu'elle soit réellement appliquée. Le BN déclare que cette politique de regroupement doit occuper la place centrale. Mais il garde confidentiel son document ; on n'en trouve un écho affaibli que dans quelques lignes d'un éditorial de Mousel. Il faut, au contraire, que cette résolution cesse d'être confidentielle. Elle doit être popularisée par tous les

moyens et d'abord dans sa publication dans TS.

Si l'on veut créer une dynamique, il faut que cette orientation soit appliquée sans réticences, en ouvrant le débat sans exclusive dans le courant autogestionnaire, à tous les niveaux, y compris avec les militants des groupes révolutionnaires partisans de l'autogestion, notamment avec la LCR qui s'efforce de se débarrasser des dogmes qui la sclérosent.

La préparation à tous les niveaux d'états généraux pour rechercher la convergence politique des militants autogestionnaires doit être la préoccupation dominante de tout le parti. ■

Pour réagir contre la personnalisation des débats, nous indiquons seulement que cet appel est signé par des militants des Alpes-Maritimes, Aveyron, Essonne, Gironde, Jura, Ille-et-Vilaine, Isère, Maine-et-Loire, Paris, Seine-et-Marne, Tarn, Var (fédé). Yonne, quel que soit le parti auquel ils se sont arrêtés sur le vote des textes d'orientation.

L'appel implique la proposition d'inscrire à l'ordre du jour un débat spécifique sur le regroupement. Nous espérons que ce débat ne reproduira pas mécaniquement les clivages de tendances. Nous préparerons une résolution précise.